IV/ VIVRIER ET COMMERCIAL : FRÈRES ENNEMIS ?

A / Le vivrier traditionnel B/ Les grandes plantations

C / Plantations paysannes : une association avec le vivrier

D/ La course à l'espace

E/L'irruption du « vivrier marchand »

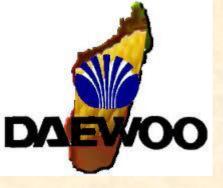
F/ ADRAO et NERICA

G/ LAND GRABBING /
ACCAPAREMMENT DES TERRES :
la nouvelle donne à pas forcés

L'expression « accaparement des terres » (de l'anglais land grabbing – « to grab » : saisir, empoigner) a ré-émergé sur la scène internationale dans le contexte de la flambée mondiale des prix alimentaires en 2007-2008

L'expression « accaparement des terres » (de l'anglais land grabbing – « to grab » : saisir, empoigner) a ré-émergé sur la scène internationale dans le contexte de la flambée mondiale des prix alimentaires en 2007-2008

C'est la vente, la location ou la cession de terres arables à grande échelle, en général plusieurs milliers d'hectares, entre un État et un investisseur local ou étranger, public ou privé.



2008

L'affaire Daewoo à Madagascar : ce qui a donné l'alerte

Grâce à **internet** et aux divers relais médiatiques, les premières réactions d'opposition au projet Daewoo sont orchestrées par le Collectif des Terres Malgaches, formé par des **membres de la diaspora malgache**, et relayées par l'ONG internationale FIAN

Dans un premier temps sans écho à Madagascar, ce mouvement de contestation, se répercute brusquement avec l'éclosion de la crise politique malgache de décembre 2008.

L'affaire Daewoo à Madagascar : l'arbre qui a caché la forêt

... mais qui a permis de voir qu'il y avait une forêt

Le projet Daewoo, aujourd'hui abandonné, avait masqué une cinquantaine de projets agricoles ou forestiers moins importants.

Entre 2005 et 2009, près de 3 millions d'hectares de terres malgaches étaient convoités

- 65% destinés aux productions alimentaires,
- 32% aux agro-carburants,
- 3% aux plantations forestières

*

Exploitations familiales : 2 millions d'hectares actuellement cultivés par les 2,5 millions

Cameroun. Compagnie francocamerounaise agrandissant ses plantations de palmiers à huile ; bail de 60 ans sur 58 000 ha.

Nigeria. Acquisition de terres par l'État, avec l'aide de l'expertise et des investissements étrangers. Plus de 100 000 ha saisis.

Sierra Leone. La compagnie suisse Addax Bioenergya obtenu 26 000 ha pour de la canne à sucre.

Ghana. (1) La firme italienne Agroils a obtenu 105 000 ha, la firme britannique Jatropha Africa a acquis 120 000 ha, ScanFuel (Norvège) cultive 10 000 ha et a des contrats pour environ 400 000 ha, Galten (Israël) a acquis 100 000 ha.

Bénin. (2) Projets de 300 000 à 400 000 ha de zones humides devant être convertis en palmiers à huile.

Angola. 500 000 ha de terres destinés aux agrocarbutants. Compagnies d'origine angolaise, brésilienne, espagnole, sud-africaine. Éthiopie. 700 000 ha réservés pour la canne à sucre et 23 millions d'ha compatibles avec le jatropha. La firme britannique Sun Biofuels gère 5 000 ha. Acazis AG (Allemagne) a un bail sur 56 000 ha avec des concessions pour 200 000 ha supplémentaires.

Kenya. Des firmes japonaises, belges et canadiennes ont des projets sur près de 500 000 ha.

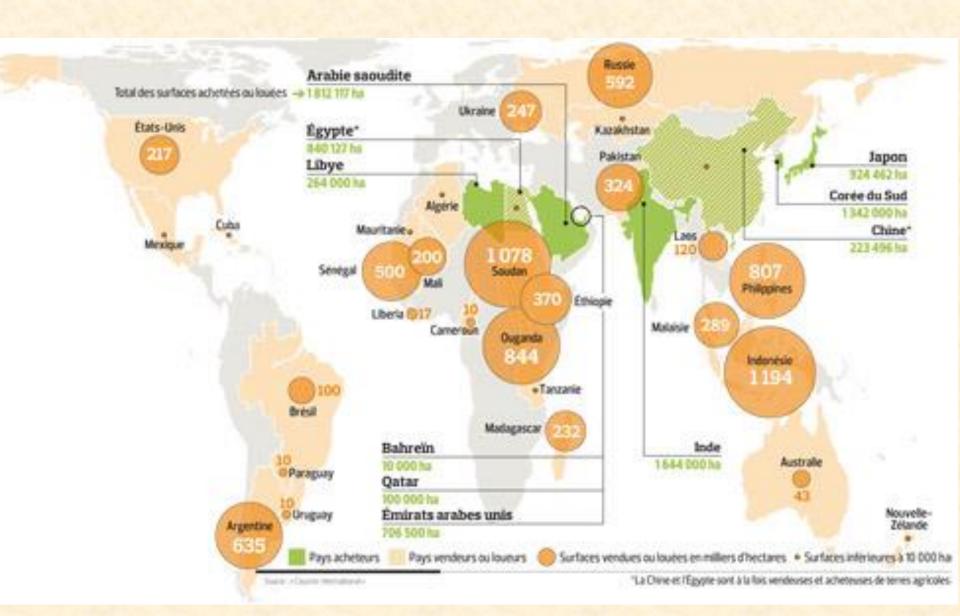
Tanzanie. Un milliers de petits riziculteurs expulsés de leurs terres pour laisser la place à de la canne à sucre.

Mozambique. Des investisseurs ont en vue 4,8 millions d'ha. Plus de 183 000 ha sont actuellement destinés au jatropha. Les compagnies sont originaires d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie, du Portugal, du Canada et de l'Ukraine.

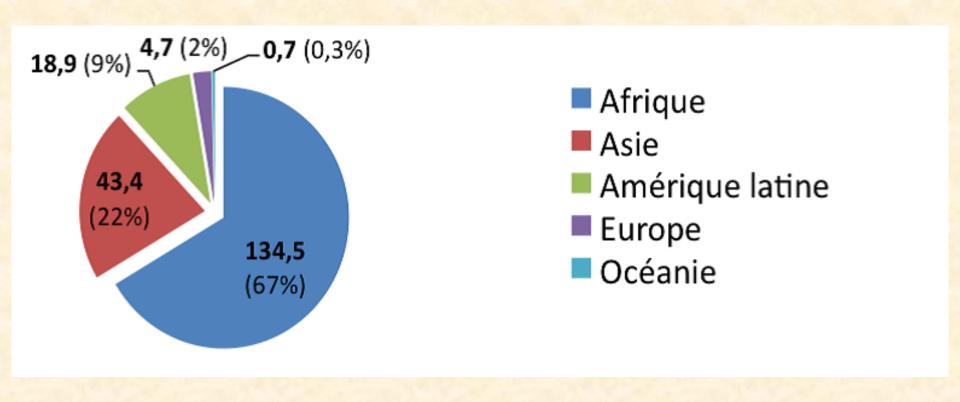
Swaziland. La britannique D1 Oils suspend l'expansion du jatropha, malgré sa promotion par la star du rock, Bob Geldof.

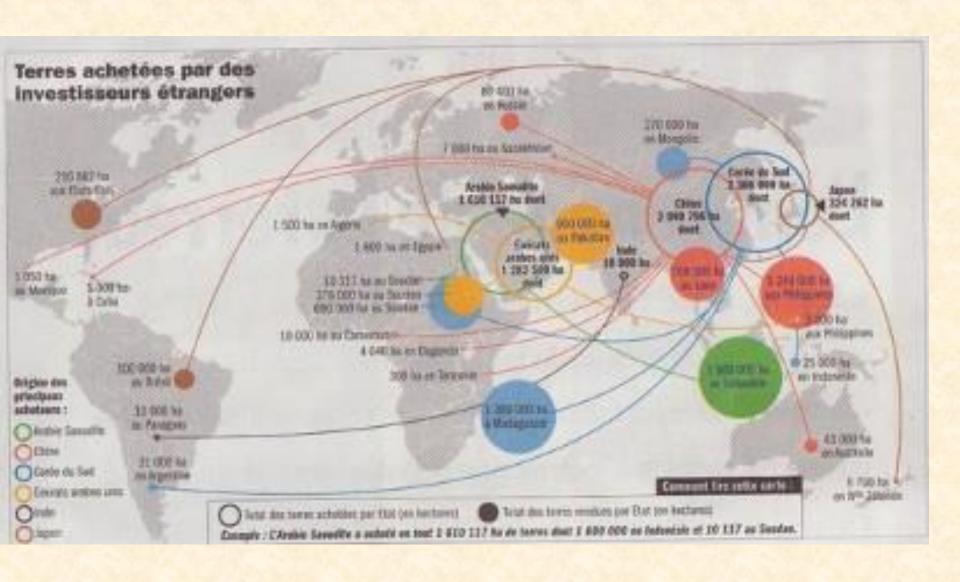
Congo. Une compagnie chinoise réclame un million d'ha. L'entreprise italienne d'énergie, ENI, prévoit une plantation de palmiers à huile de 70 000 ha.

Caractère mondial de l'accaparement des terres en Afrique



Acquisition massive de terres arables en Afrique subsaharienne







La terre appartient à l'État dans la plupart des pays africains

D'après la Banque Mondiale (2013)

10 % des terres rurales en Afrique sont enregistrées.

90 % restant sont sans titre et administrées de manière informelle...

En 2011, Le **land grabbing** représenterait environ 80 millions d'hectares. Ce phénomène se constate principalement en Afrique Subsaharienne (Les 2/3 du total).

La taille moyenne des cessions est de 40 000 hectares et environ un quart est supérieur à 200 000 hectares tandis qu'un quart est en dessous de 10 000 hectares.

ACCAPAREMENT DES TERRES



Nov 2008 : Ouyang Riping, PDG d'une société agricole chinoise, a une mission : transformer le Sénégal en grenier à sésame... pour la Chine !

Il est reçu en grandes pompes par Abdoulaye Wade

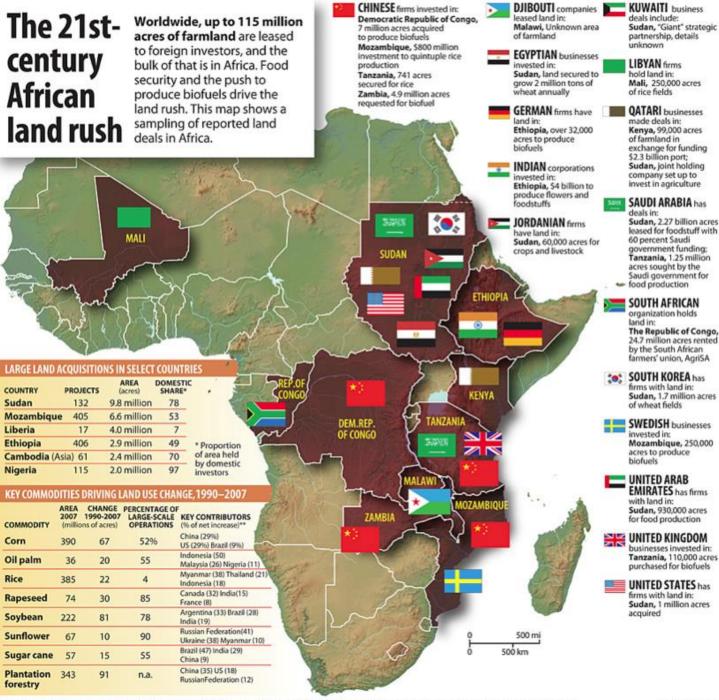
Dakar lui cède 60 000 hectares pour cultiver et exporter le sésame vers Pékin.

En échange, les Chinois apprennent aux paysans sénégalais à obtenir deux récoltes de riz par an.

Coopération originale ou marché de dupes ?

Idem Office du Niger au Mali (Chine, Libye...)





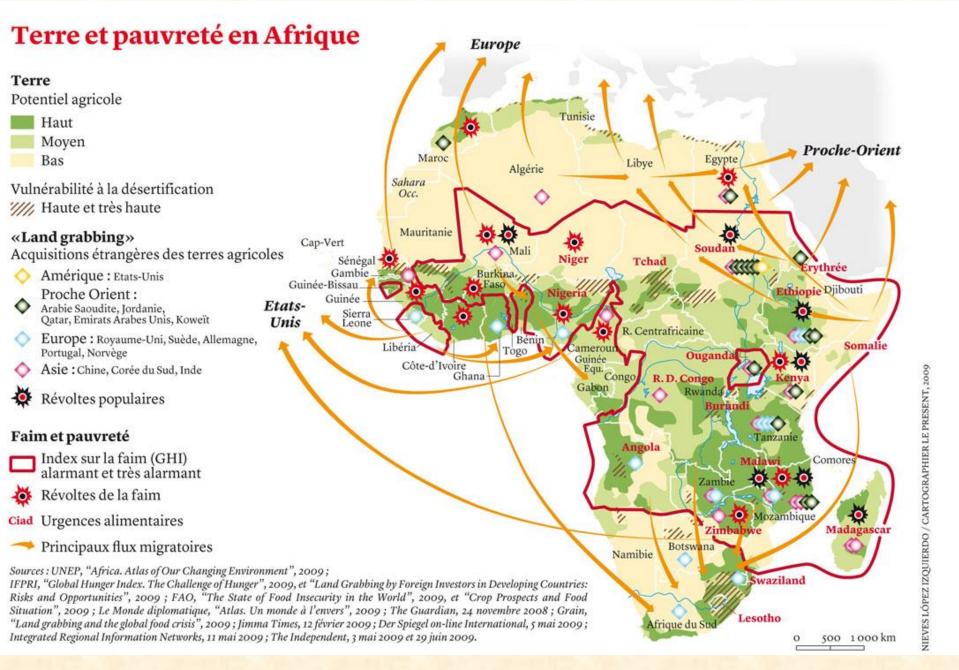
115 millions d'acres

=

46,5 millions d'hectares

SOURCES: Food and Agriculture Organization, International Food Policy Research Institute

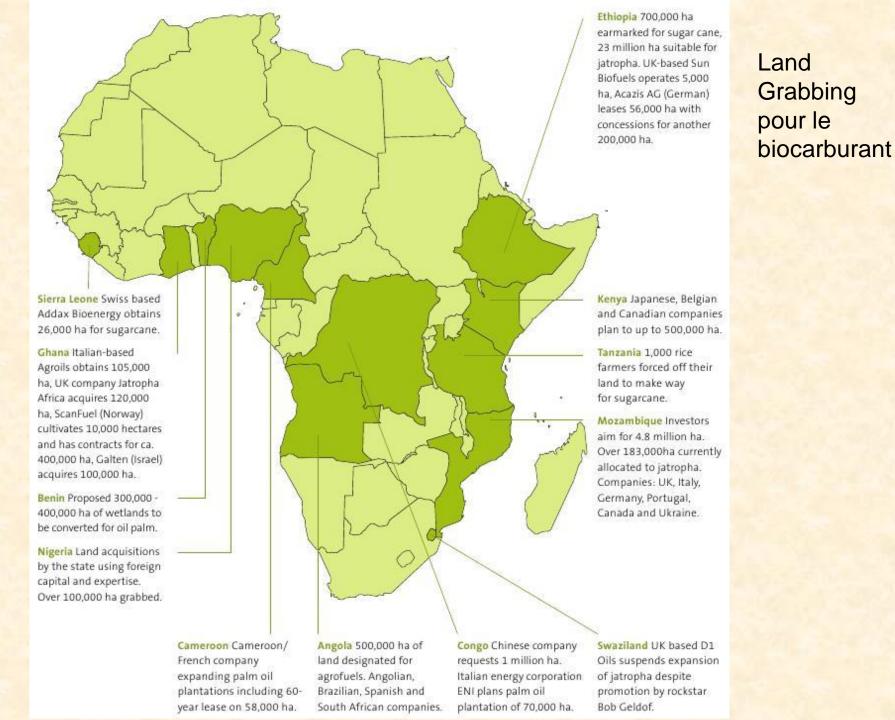
RICH CLABAUGH/STAFF



Carte réalisée après les émeutes de la faim de l'été 2008

Ruée vers les terres africaines s'accélère à partir de 2008

- crise alimentaire de 2008 (besoin production « durable » et « efficace »)
- pression de certaines institutions internationales sur les États,
- crise pétrolière (pic pétrolier / peak oil) entraîne le développement des agro-carburants
- compétition entre pays en développement (en particulier asiatiques) pour attirer les investisseurs.
- étendue des terres apparaissant «non utilisées»
- faible coût foncier (ex : 1,5 €/ha /an en Éthiopie en 2010)
- main- d'œuvre abondante





Nov 2008 : Ouyang Riping, PDG d'une société agricole chinoise, a une mission : transformer le Sénégal en grenier à sésame... pour la Chine !

Il est reçu en grandes pompes par Abdoulaye Wade

Dakar lui cède 60 000 hectares pour cultiver et exporter le sésame vers Pékin.

En échange, les Chinois apprennent aux paysans sénégalais à obtenir deux récoltes de riz par an.

Coopération originale ou marché de dupes ?

Idem Office du Niger au Mali (Chine, Libye...)



Après le coton, Monsanto cherche à multiplier les OGM en Afrique de l'Ouest

8 AVRIL 2013

Le Burkina Faso a opté pour une variété OGM de Monsanto dans l'espoir de redresser sa filière cotonnière, qui fait vivre trois millions de personnes. Promesses de rendements non tenues, droits de propriété prohibitifs, coton de moindre qualité... Le bilan est plus que mitigé. Qu'importe, Monsanto cherche à étendre son coton OGM et travaille sur des haricots et du sorgho génétiquement modifiés. Certains craignent « une mainmise des biotechnologies » sur les cultures alimentaires.

Le Burkina Faso cesse de produire du "coton OGM"



VENDREDI 22 AVRIL 2016

Le Burkina Faso cesse de produire du "coton OGM"



VENDREDI 22 AVRIL 2016

Les difficultés liées à la longueur de la soie sont d'ordre technique et devraient être résorbées à terme, avec l'implication de Monsanto et le concours de la Recherche scientifique nationale.

Repli technique momentané dans le contexte actuel. On veut sauver une filière qui fait directement vivre plus de quatre millions de personnes « Nous n'amendons qu'avec du compost naturel, les plants donnaient principalement... des feuilles! »

Avantages présentés pour vendre les OGM

Pouvoir se passer totalement d'insecticides

- travail moins pénible,
- intoxications réduites,
- plus de temps pour les cultures vivrières,

Avantages présentés pour vendre les OGM

Pouvoir se passer totalement d'insecticides

- travail moins pénible,
- intoxications réduites,
- plus de temps pour les cultures vivrières,

Or il faut conserver deux aspersions de pesticides sur les six nécessaires en conventionnel — la variété Bt est inefficace contre les « piqueurs-suceurs » (pucerons, cochenilles...).

Le coton OGM est aussi exigeant en engrais.

Les sociétés cotonnières ont identifié une anomalie généralisée : le détournement d'au moins 30% de l'engrais « coton » vers les parcelles de maïs. « Nous avons eu beau expliquer le préjudice pour le coton, rien à faire! » Mais cette pratique est connue depuis les années 1980!

L'accaparement des terres





BANQUE D'IMAGES



TABLEAU DE BORD

GENERALITES SUR

G.E.D

R.I.D.O.N

- HOME
- PRESENTATION
- HISTORIQUE

ACCUEIL

- LES MISSIONS
- LES PERSPECTIVES

L.a météo à Ségou

le 17 novembre 2017



Humidité 11% Partiellement nuageux

relevé le 17 Nov 2017 à 12:00:00

LES ZONES DE PRODUCTION

- M-BEWANI
- NIONO
- NDEBOUGOU
- KOUROUMARI
- MOLODO

mercredi, 15 novembre 2017 16:05

WEB MAIL

S.I.G

Abidjan abritera le premier forum « Leadership pour l'agriculture » de la BAD le 28 novembre prochain

APPEL D'OFFRE



(Agence Ecofin) - La capitale ivoirienne Abidjan accueillera le 28 novembre prochain, le tout premier Forum « Leadership pour l'agriculture (LAg) » organisé par le Département de l'Agriculture et de l'agro-industrie de la Banque africaine de développement (BAD), de concert avec Grow Africa et l'Initiative for Global Development (IGD).

CONTACT

Lire la suite...

endredi, 10 novembre 2017 08:45

Jacques Diouf, l'ex-Dg de la Fao, conseille aux Etats de cesser de céder leurs terres agricoles aux multinationales

Dans une interview accordée à La Tribune

Le droit foncier, solution à l'accaparement des terres (2013)

